

Xu Tiebing*

***UN REGARD FROID SUR LE « SOFT
POWER » INTERNATIONAL DE LA CHINE***

Par sa taille géographique et son héritage historique, son poids financier et économique en hausse continue, la Chine se présente de plus en plus sur le devant de la scène dans les grands dossiers internationaux comme un des acteurs majeurs. Mais il arrive que le facteur « *hard* » et le facteur « *soft* » ne marchent pas nécessairement au même rythme. Aujourd'hui, la Chine impressionnante est plutôt économique. Quant à la Chine sociale et politique, c'est moins sûr du fait des transformations en cours. S'agissant de la Chine de l'influence et du rayonnement à l'échelle internationale, les constats et les appréciations sont aussi divisés, allant d'une surestimation volontariste à un jugement de sévérité par conviction. Dans ce court article, nous parlerons de la capacité de mobilisation internationale de la Chine afin de mieux mesurer le vrai poids de son *soft power*.

En effet, la Chine se trouve en permanence dans une crise de sa propre auto-identification avec ses pluri-appartenances suivantes dont chacune présente ses propres spécificités de valeurs distinctes et formule des demandes appropriées :

1/ La Chine fait encore partie des Etats communistes dont, après la fin de l'URSS et des démocraties populaires de l'Est européen, ne subsistent que quelques restes dans le monde (Vietnam, Laos, Cuba, Corée du Nord) ; ceux-ci ne constituent pas un bloc de croyance politique disposant d'une forme d'organisation collective qui les lierait dans un réseau de traités multi ou bilatéraux, sous le contrôle ou le leadership d'un d'entre eux ; pas plus qu'ils n'agissent ensemble sur la scène internationale, qu'ils ne mènent d'actions communes coordonnées, sauf peut-être au cas par cas autour d'un thème ou d'un dossier. Mis à part un peu de prévision dans le futur, des échanges de vues des politiques et des orientations de chaque pays concerné (réforme économique, continuité fonctionnelle, *statu quo* ou

* Xu Tiebing est professeur à l'Université de Communication de Pékin.

transformation sociale en cours), la composition d'un bloc basé sur une même idéologie paraît totalement exclue, contrairement aux pratiques de l'Occident d'aujourd'hui et aux expériences soviétiques du passé. Les valeurs issues de cette croyance politique ne constituent pas une base de mobilisation internationale pour la Chine.

2/ La Chine n'est qu'un des représentants de la culture orientale (Asie de l'Est principalement) ; d'énormes différences et divergences politiques, économiques et géopolitiques existent dans la région, où chacun pratique à son gré sa propre politique autonome, tisse les liens extérieurs et les alignements qu'il juge nécessaires. On n'y trouve ni une culture traditionnelle similaire (à l'exemple de la Ligue arabe), ni une globalité géographique (comme pour l'Union africaine) qui ne paraissent pas suffisantes pour les transformer en une organisation régionale institutionnalisée (comme le parcours de l'Union européenne). Malgré certains progrès dans l'intégration économique, la mobilisation internationale de la Chine se fait rarement à partir du cadre géo-historico-culturel de l'Asie orientale. Le même passé ne crée pas encore un sentiment de destin commun dans l'avenir de la région.

3/ Un pays « du Sud » qui peut se définir selon des critères politiques - pays du tiers-monde -, ou économiques - pays en voie de développement. L'absence d'engagement effectif chinois dans le passé (la Chine n'était membre ni du mouvement du non-alignement, ni du groupe des 77), les bifurcations des pays du Sud dans le processus de mondialisation accélérée (pays émergents, en rattrapage, en stagnation et marginalisation, voire en chaos ou en faillite), les différents processus d'intégrations sous régionales avec des résultats variables, l'hétérogénéité de leurs revendications et, surtout, les confrontations entre eux, ne favorisent pas la constitution d'une base de conditions qui puisse satisfaire la revendication concrète de chaque pays du Sud.

Consciente de cette complexité, la Chine se contente de s'aligner par principe sur les grandes revendications générales, souvent déclaratoires, du Sud (réduction de dettes, co-développement Nord-Sud, ordre politique et économique juste). Elle reste extrêmement prudente et prend rarement des initiatives dans les formulations de projets, pour la résolution de situations de crises incessantes : guerre civile, conflit internationalisé, mesures d'embargo, boycott ou ingérence humanitaire. Indiquons que la Chine, contrairement aux autres grands acteurs, y compris ceux du Sud (l'Afrique du Sud, par exemple, très active dans la résolution des crises continentales), s'engage peu dans les actions de médiations ou de bons offices, - les négociations à Six sur la crise nucléaire nord-coréenne constituant une exception. Les quelques efforts diplomatiques chinois (envoyés spéciaux au Darfour et au Proche-Orient), d'ailleurs peu associés aux efforts des

organisations internationales ou régionales, n'ont pas débouché sur des accords concrets, ni au minimum sur un plan ou un agenda accepté ou mis en œuvre par les parties concernées. Cette réticence traduit en fait que l'option du Sud n'est pas inscrite dans la préférence que la diplomatie chinoise opère dans ses mobilisations internationales, et que d'être leader du Sud voulu par une partie du public chinois et par certains pays du Sud n'entre pas dans la priorité des objectifs externes de la Chine.

4/ Enfin, de loin le plus important, l'incarnation et la réalisation de la « Grande Puissance » demeure le rêve national ou l'objectif majeur qui conditionne le comportement international de la Chine : présence dans les clubs décisionnels, droit de parole dans les grandes rencontres et sommets internationaux - même si elle n'est pas à chaque fois bien entendue -, concertations avec les autres puissances de poids : G 20, BRICS, partenariats sélectionnés et échelonnés, création et maintien d'un environnement international favorable à son développement.

Se situant dans cette pluri-appartenance identitaire, les mobilisations internationales de la Chine peuvent se diviser en plusieurs niveaux : d'abord, la défense de sa dignité et de ses intérêts nationaux, soit de considération souverainiste (Taiwan, Tibet) ou de nature réactive (riposte aux attaques sur les droits de l'homme), soit de soucis sécuritaires classiques (limitation de missiles balistiques, désarmement offensif).

Ensuite, les opérations et les efforts sur les grands défis globaux de nature traditionnelle : paix et sécurité, conflits et course aux armements etc. Privée du soutien d'un bloc ou d'un groupe d'appartenance, la Chine préfère toujours une position d'observation d'abord, d'adhésion ou d'alignement ensuite, rarement en tant que lanceur ou animateur de projet. Il arrive qu'elle se comporte comme porte-parole du Sud, mais plutôt par de grands principes démonstratifs de vœux que comme mobilisateur effectif, en raison du recul de la passion tiers-mondiste et par souci du maintien de bonnes relations avec ses partenaires - surtout les Etats-Unis ; un calcul bien mesuré de la faisabilité du projet ou de l'initiative expliquent cette modestie chinoise.

Enfin, sur l'engagement et la participation dans la gouvernance globale, la Chine se trouve encore au stade de l'apprentissage et au niveau du débutant, même si cette notion de « responsabilité internationale de la Puissance » commence à gagner du terrain. Que ce soit sur les dossiers environnementaux : écologie, changement climatique, émission de CO₂, biodiversité ; sur des thèmes majeurs comme le terrorisme planétaire, la criminalité internationale, le blanchiment d'argent sale, la dérégulation de la finance spéculative, l'anti-corruption etc., la Chine, pourtant très active à s'engager à différents niveaux, paraît encore attentiste, ses capacités de

faire des formulations et des propositions, de lancer des initiatives demeurent largement inférieures à son statut dimensionnel.

Faible présence internationale de la Chine civile

Parallèlement à l'engagement en hausse de l'Etat chinois dans les grands dossiers internationaux et dans la gouvernance globale, la présence internationale de la société civile chinoise demeure encore faible malgré quelques avancées enregistrées. Dans les vagues émergentes du monde de la post-guerre froide, les acteurs non étatiques - notamment les ONG - issus de la société civile mènent et opèrent de plus en plus à l'échelle planétaire par-dessus les frontières nationales traditionnelles en lançant ou en réalisant des initiatives qui s'inscrivent dans le cadre d'une gouvernance globale (interdiction des mines, création d'une Cour internationale de justice) ou d'un forum social mondial (Porto-Alegre, Dakar, mouvement de l'altermondialisation. Face à cela, on n'entend que la réponse ou la réaction officielle du gouvernement chinois.

En effet, les ONG chinoises sont organisées et ne fonctionnent encore que dans le cadre national : les ONG géantes comme *Amnesty international*, *Greenpeace*, *WWF* n'ont pas de section nationale en Chine, sauf à Taiwan, Hong Kong ou Macao. Exagérons un peu : dans l'orchestre international composé des acteurs civils transnationaux, les acteurs chinois jouent en solo.

Même dans les domaines moins politiques comme la lutte contre la pauvreté, la santé et l'assistance publique, on trouve plus ou moins le même rythme et les mêmes programmes de fond et une faible synchronisation entre les acteurs chinois et ceux du monde externe ; surtout dans l'écologie et la protection de l'environnement, le même caractère se répète : tout comme l'Etat chinois, les acteurs non étatiques chinois se situent encore au niveau de récepteurs d'idées, acceptateur des initiatives ; il n'y a pas encore de grandes figures chinoises sur le devant de la scène civile internationale.